Le gouvernement burundais répond aux critiques de l'Union européenne

RFI, 06-10-2016 La dÃ©lÃ©gation de l'Union europÃ©enne venue Ã©valuer la situation pour une Ã©ventuelle reprise de l'aid directe au gouvernement a terminÃ© sa visite mardi. Son chef a estimÃ© juste avant de reprendre l'avion que le Burundi avait encore Â«beaucoup de progrÃ¨s Ã faireÂ» avant cette Ã©tape, en invoquant un dialogue inclusif, ce que Bujumbura a refusÃ© jusqu'ici, ou encore le respect des droits humains, des libertÃ©s politiques et des mÃ©dias. Le ministre des Relations extÃ©rieures du Burundi a rÃ©agi au micro de RFI ce mercredi 5 octobre.

Alain-AimÃ© Nyamitwe estime que laÂ mission de l'Union europÃ©enneÂ Â«Â a Ã©tÃ© bien accueillie malgrÃ© les actes unil et injustesÂ Â» de cette organisation pris avant cette visite. Une allusion Ã la reconduction de sanctions contre de hauts gradÃ©s burundais notamment. Mais tout en assurant que les questions de dialogue ou du respect des droits de l'homme sont sur la bonne voie aujourd'hui, sa rÃ©ponse est plutÃ´t ferme. Â«Â Il ne faut pas perdre de vue que les solutions au problÃ¨me burundais doivent Ãªtre trouvÃ©es par les Burundais eux-mÃªmes et je crois que lâ€™Union europÃ©enne est dâ€™accord sur ce point. DeuxiÃ¨mement, il faut aussi reconnaÃ®tre le fait que si le Burundi accepte de faire ce dialogue câ€™est parce quâ€™il tient Ã ce que le partenariat avec lâ€™Union europÃ©enne demeure vivant comme il toujours Ã©tÃ©. Mais ce nâ€™est pas pour que lâ€™Union europÃ©enne nous donne des leÃ§ons ou pour que lâ€™Union eu oriente la vie politique nationaleÂ Â», rappelle le ministre burundais des Affaires extÃ©rieures. Avant de quitter le Burundi, la mission d'Ã©valuation de l'Union europÃ©enne a appelÃ© instamment le gouvernement du Burundi Ã accepter de se conformer Ã la rÃ©solution du Conseil des droits de l'homme votÃ©e il y a une semaine en expliquant qu'il y allait de son intÃ©rÃªt. Cette rÃ©solution initiÃ©e par l'organisation europÃ©enne et qui crÃ©e uneÂ commission indÃ©pendante chargÃ© d'enquÃªter sur les violations des droits de l'hommeÂ Ã l'actif du gouvernement et de ses hommes, selon des experts de l'ONU, passe trÃ¨s mal Ã Bujumbura. Le gouvernement burundais avait qualifiÃ© lundi ce parrainage d'Â«Â unilatÃ©ralisme regrettable, de politique du fait accompliÂ Â» qui fait Â«Â perdre sa crÃ©dibilitÃ© Ã l'UEÂ Â». Le chef de la diplomatie burund a rappelÃ© que cette rÃ©solution Ã©tait postÃ©rieure aux sanctions et a estimÃ© que ce texte n'Ã©tait pas Â«Â applicable en l'Ã©tatÂ Â». Une rÃ©ponse qui sonne comme une fin de non-recevoir. Â